

Urgence climatique, justice sociale

Dérèglement climatique, nous sommes à la croisée des chemins.

Aggravé par l'activité humaine, le réchauffement climatique met en danger les moyens d'existence et les vies de milliards d'êtres humains, et menace d'extinction de milliers d'espèces. D'ores et déjà, des populations entières sont affectées.

Face à cette crise écologique et sociale, mouvements sociaux, organisations écologistes, politiques et scientifiques du monde entier appellent à une action urgente et radicale.

Du 7 au 12 décembre prochains, lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui se tiendra à Copenhague, il faut que les pays industrialisés, premiers responsables de l'émission des gaz à effet de serre (GES), s'engagent à réduire leurs émissions de 25 à 40 % d'ici à 2020 et de 80 à 95 % d'ici à 2050 (par rapport à 1990).

Les politiques actuelles sont dans l'impasse

Jusqu'ici, les mesures mises en œuvre et prévues par les différents États sont tout à fait insuffisantes. Les mesures que préconise l'Union Européenne sont très en deçà des enjeux, ne parlons pas de la proposition des Etats-Unis (25% des rejets mondiaux en CO2) qui avec une proposition de réduction de 5% constitue une véritable provocation vis-à-vis des autres Nations.

Les solutions proposées actuellement ne sont pas crédibles.

La politique du " marché pilote " international de droits à polluer est clairement défailante, elle relève du mirage idéologique.

Les fausses solutions sont également technologiques

Le nucléaire est une technologie porteuse de risques majeurs et ne peut être en aucun cas la solution. Les agrocarburants industriels et les O.G.M. quant à eux posent de nombreux problèmes environnementaux et aggravent la crise alimentaire.

Des mesures véritablement alternatives et radicales sont nécessaires :

- Démocratisation et relocalisation de l'activité économique ; cela implique le soutien aux circuits courts, à l'économie sociale et solidaire, au secteur coopératif, et au maintien des services publics de proximité .
- Promotion d'un plan de transports collectifs accessibles à tous et tendant vers la gratuité
- Réorientation des investissements (notamment de recherche) vers des solutions qui engendrent l'efficacité énergétique. Ex : Bâtiment basse consommation d'énergie.
- Reconnaissance et protection des biens publics mondiaux : énergie, climat, forêts, eau, etc. ;
- Taxation juste et progressive, au niveau national et international, de l'énergie et des transports les plus polluants ;
- Retour à la régulation du commerce international, garantissant notamment la souveraineté alimentaire, au Nord comme au Sud ;
- Promotion d'un modèle alimentaire alternatif à l'agriculture intensive et respectueux du vivant.

La Justice climatique et sociale doit être au centre des politiques mises en œuvre

Les responsabilités historiques des pays du Nord et du mode de développement productiviste dans cette crise globale doivent être reconnues.

La justice et l'équité exigent que soit réparée la dette écologique du Nord, a minima par l'annulation des dettes du Tiers-Monde.

Les transferts technologiques respectueux de l'environnement et des sociétés au Sud doivent être financés par les pays du Nord sans que cela l'exonère de ses propres objectifs de réduction des émissions.

Au sein de chaque pays, des mesures d'accompagnement et de justice sociale sont indispensables. Il faut garantir un accès juste et équitable aux biens et services essentiels tels que l'énergie, l'eau, la santé qui ne doivent pas être privatisés.

Une autre répartition des richesses doit permettre une transition solidaire vers des économies écologiques, au Nord comme au Sud.

Le droit au travail pour tous est au cœur de cette répartition. Un travail décent et un revenu digne doit être garanti à tous. Les revenus financiers et du patrimoine doivent être lourdement taxés afin de dégager les moyens nécessaires à la transformation des économies.

La gestion des financements doit être démocratique et garantir la participation des populations locales

Les sommes colossales investies dans le sauvetage du système bancaire montrent que les moyens financiers existent. Les mesures à prendre doivent faire l'objet de politiques publiques audacieuses, définissant une production industrielle axée sur les besoins et non sur le profit.

En France, nous appelons les associations de défense de l'environnement, syndicats, associations de solidarité internationale, organisations politiques, collectivités locales, et plus généralement tous les citoyen-ne-s à rejoindre la mobilisation internationale et à organiser des initiatives communes pour peser sur les décisions du sommet de Copenhague de décembre 2009 et à les faire appliquer.

Mobilisons-nous maintenant pour le climat et la justice sociale

Manifestation à EPINAL
samedi 12 Décembre à 14 heures 30
Rassemblement devant la Préfecture

Organisé par *Ami-Bio, Association de Sauvegarde des Vallées et de Prévention des Pollutions (A.S.V.P.P.), Association Vosges Eco-Construction (A.V.E.C.), ATTAC Vosges, Ballast, Confédération Paysanne Vosges, DEMETER, Mousse citoyenne, Nature et Progrès, SNES –FSU, Terre Démocrate, Union départementale des associations familiales (U.D.A.F.), Vosges Alternative au Nucléaire (V.A.N.), Vosges Ecologie, Vosges en Marche.*

Soutenu par *CAP 21, le N.P.A. le Parti de Gauche, les Verts Vosges.*